

Projet Yasuni-ITT

premier pas vers un bien public mondial ?

Le projet Yasuní-ITT, porté par les mouvements sociaux et le gouvernement Correa d'Equateur, implique le renoncement à exploiter les ressources pétrolières qui se trouvent dans le Parc naturel Yasuní au nom de la préservation de la biodiversité, de la lutte contre le réchauffement climatique et du respect des communautés autochtones concernées. En échange, l'Equateur, en partant du principe de co-responsabilité pour les problèmes environnementaux globaux, demande à la communauté internationale une contribution à hauteur de 50% de la manne financière dont il pourrait disposer s'il exploitait ce pétrole soit 3,5 milliards de dollars en valeur constante.

L'Equateur possède une économie basée principalement sur la rente du pétrole. Il représente en 2008 : 22,2% du PIB, 63,1% des exportations et 46,6% du budget général de l'Etat. Les réserves de l'ITT représentent environ 20% des réserves totales connues du pays. C'est donc une manne financière dont un pays aussi pauvre que l'Equateur ne peut se passer. Pourtant, la proposition du gouvernement équatorien est de ne pas exploiter ces réserves.

En effet, favoriser la conservation de la biodiversité en Amazonie apporte des bénéfices à l'Humanité dans son ensemble. Ainsi, selon l'Equateur, il est normal de faire appel à la corresponsabilité et donc à la participation d'autres pays, notamment ceux qui polluent le plus. C'est une proposition qui vise, entre autres, à lutter contre le réchauffement climatique, contre la perte d'une très riche biodiversité, contre l'émission de Co², à freiner la déforestation et la pollution des sols.

Financement

Le 3 août 2010, une étape cruciale a été franchie afin que le projet Yasuni-ITT puisse être mis en œuvre : la signature, entre le gouvernement équatorien et le PNUD, d'un fonds financier chargé de collecter l'argent (fidéicomis) qui permettra à cette utopie de devenir réalité. Actuellement, le Chili a versé 100'000 dollars états-uniens. Le 10 novembre dernier, l'Espagne a annoncé son soutien au projet à hauteur de 1,4 million de dollars, l'Italie est en discussion pour annuler la dette bilatérale de 35 millions de dollars de l'Equateur, la région Rhône-Alpes a voté une autorisation de programme de 150 000 euros, assortie d'une délibération en mars-avril 2011, la région Wallonie en Belgique a donné 300 000 euros en décembre dernier. L'Allemagne, qui s'était engagée en avril 2010 à verser 50 millions d'euros par an pour 13 ans, a depuis retiré son soutien au projet. Un retrait qui semble relever uniquement de la géopolitique selon Matthieu Le Quang.